



Lundi 16 décembre 2024

Mayotte : catastrophe naturelle et catastrophe sociale

Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.

Des dégâts considérables...

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

Sur fond de misère ambiante...

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. L'hôpital et les centres de santé, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne.

Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en

Libye : la situation de misère et de sous-développement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

... et de responsabilité de l'État français

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a eu lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

Il y a fusions et fusions !

À l'ordonnancement, on a l'habitude des réorganisations. Et de se coltiner la charge de travail à cause des postes non pourvus. Le suivi et la planification des interventions méritent pourtant que notre métier soit valorisé. La direction cherche à faire des économies, mais ce qui ne va pas, c'est nos salaires. On a bien compris que la fusion serait le prétexte pour nous exploiter plus encore. Alors fusionnons nos colères, pas question de se laisser faire.

Déau et des bas

Sabrina Soussan quittera le groupe Suez le 31 janvier 2025. C'est Thierry Déau, PDG de Meridiam l'un des principaux actionnaires, qui prend le poste de Président. Avec un chiffre d'affaires de 8,9 milliards en 2023 (soit + 30 %) les actionnaires n'ont pas eu à se plaindre. L'arrivée d'un financier à la tête de la boîte n'augure rien de mieux pour les salariés. La politique de réduction des frais généraux déjà engagée est programmée pour continuer de plus belle.

Elle ne s'en va pas sans sous !

Sabrina Soussan se voit donc remerciée. Mais son départ n'a rien d'un licenciement : à combien son parachute doré va-t-il s'élever ? C'est un secret bien gardé ! On ne va pas s'en faire pour elle, car son travail était de nous exploiter. D'autres prendront le relais, à nous de nous faire entendre.

Ça déménage à la Tour

Il y a près d'un an, la direction de Suez a décidé de déménager vers de nouveaux locaux, toujours à la Défense. Problème : les locaux loués sont bien trop petits pour accueillir tous les salariés si bien que la direction a fini, après des mois de déni, par louer un étage supplémentaire ! Les salariés s'inquiètent à juste titre de devoir jouer aux chaises musicales, sans bureau attiré et d'être serrés comme des sardines. Encore une fois, la direction fait des économies sur le dos des salariés.

Martinique : la vie est chère, l'eau aussi

La mobilisation contre la vie chère continue en Martinique. La gestion coloniale du gouvernement ne s'arrête pas aux prix délirants des denrées alimentaires, en moyenne 40% plus élevé que dans l'hexagone, pour le plus grand profit de CMA-CGM et autres Auchan. Cela se traduit aussi par des infrastructures en piteux état : l'année dernière les martiniquais ont subi de nombreuses coupures et restric-

tions d'eau en raison de la sécheresse mais aussi du mauvais état des usines de Rivière Blanche et Directoire. Tout cela malgré un prix de l'eau 4 fois plus élevé que son coût de production, pour le plus grand profit de SME filiale de Suez !

Fonderie de Bretagne : face aux licenciements la colère s'organise

Renault prévoit la fermeture de la Fonderie de Bretagne à Caudan, près de Lorient. Il en résulterait la suppression de 350 postes. Différents plans de reprise ont été proposés à Renault afin de conserver les emplois, mais le géant automobile n'a que faire de ceux qui font tourner l'entreprise et lui rapportent ses milliards de profits annuels.

Les ouvriers désormais en lutte ont bloqué le site à plusieurs reprises depuis jeudi 5 décembre. Leur combat rejoint celui des travailleurs de Michelin qui eux aussi subissent la vague de suppressions d'emplois – à Cholet et Vannes encore très récemment où près de 1300 salariés sont menacés de perdre leur travail.

L'année 2024, la plus chaude jamais enregistrée

2024 aura connu un réchauffement au-dessus du seuil de 1,5 degré par rapport à la période pré-industrielle. Ce sera l'année la plus chaude jamais enregistrée sur Terre. Conséquence : une terrible sécheresse a touché plusieurs régions du monde, comme l'Afrique australe ou la Colombie, des typhons dévastateurs ont ravagé l'Asie, des incendies monstres se sont produits en Californie, en Amazonie mais aussi en Grèce ou en Espagne, et des inondations catastrophiques un peu partout sur le globe. Les résultats quasi inexistantes auxquels sont parvenues les différentes COP ne font que confirmer que le capitalisme entraîne la planète droit dans le mur.

Pour l'Europe, il y a dictature et dictature...

À peine Bachar el-Assad venait-il de s'enfuir que l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Suède, la Norvège, l'Italie ont suspendu l'accueil des réfugiés syriens, parlant déjà de renvoyer les réfugiés déjà accueillis, et souvent installés depuis longtemps. La France a dit y réfléchir... Quelle hâte ! La tête du nouveau chef du gouvernement islamiste syrien est pourtant mise à prix comme terroriste par les États-Unis ! Le risque est donc grand de renvoyer les réfugiés, en particulier les femmes, directement dans la gueule du loup.

Mais peu importe à ceux qui nous dirigent, du moment qu'ils peuvent flatter l'extrême droite !